



## *Élections et violences au Kenya*

JÉRÔME LAFARGUE ET MUSAMBAYI KATUMANGA

### LE KENYA DANS LA TOURMENTE

#### VIOLENCES POSTÉLECTORALES ET PACIFICATION PRÉCAIRE

L'ANNONCE DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES KÉNYANES A PROVOQUÉ UNE ÉRUPTION DE VIOLENCE TRÈS IMPORTANTE. ELLE A COÛTÉ LA VIE À DES CENTAINES DE PERSONNES ET OBLIGÉ DES DIZAINES DE MILLIERS D'AUTRES À QUITTER LEUR LIEU DE RÉSIDENCE. CES ÉVÉNEMENTS METTENT EN LUMIÈRE LES MULTIPLES PROBLÈMES (CONTESTATION SOCIALE, SCLÉROSE POLITIQUE, INÉGALITÉS FONCIÈRES, CRIMINALISATION DE LA SOCIÉTÉ) AUXQUELS L'ÉTAT KÉNYAN DOIT FAIRE FACE.

**L**e Kenya serait-il le pays des illusions et des raccourcis ? Glorifié il y a peu pour sa stabilité politique et sa croissance économique, le voilà ébranlé depuis les derniers jours de 2007 : trucage des élections, répression policière, intransigeance de cliques, blocage de l'information, règlements de compte sanglants, réactivation de tensions ethniques, assassinats politiques, destructions de biens, morts par centaines... peu de choses manquent dans la panoplie de l'Afrique en crise. La vie quotidienne des Kenyans est bouleversée. Un conflit politique, une révolte sociale et une cristallisation de rivalités ethniques se combinent à une criminalité opportuniste en plein développement, en un ensemble inquiétant. Après un bref aperçu de ces événements, on s'attachera à comprendre les failles profondes de l'histoire et de la société kényanes dans lesquelles quelques entrepreneurs politiques ont ainsi pu s'engouffrer, peut-être pour le pire.



---

**DÉCHAÎNEMENTS : LA MULTIPLICATION DES FORMES****DE VIOLENCE**

Il existe au Kenya une tradition de violence politique, qu'elle soit violence d'État ou violence privée, qui atteint des paroxysmes au cours des échéances électorales, en particulier depuis l'instauration du multipartisme fin 1991. L'utilisation de l'ethnicité dans le débat politique, mais aussi dans les relations sociales, à la fois comme rappel à l'ordre à visée interne et comme moyen de renégociation des rapports sociaux, porte les tensions à leur comble dans ces occasions. La confrontation autour de la Présidence entre un Kikuyu, le président sortant Mwai Kibaki, et un Luo, Raila Odinga, qui appartiennent à deux des principales ethnies du pays<sup>1</sup>, laissait craindre des débordements.

La campagne électorale a été verbalement très virulente et dès les investitures pour les élections parlementaires, les organisations de défense des droits de l'homme kényanes ont dénoncé des intimidations et des meurtres. Ces agissements participent d'une sorte de « rituel » pré-électoral, qui fait à chaque scrutin son lot de victimes. Les électeurs se sont en tout cas approprié leur vote, domestiquant l'échéance démocratique mieux que les élites politiques, qui ont cédé à de vieilles habitudes.

Le 30 décembre 2007, après trois jours d'incertitude, le président de l'Electoral Commission of Kenya (ECK), Samuel Kivuitu, annonce la réélection de Kibaki dans une atmosphère de désordre<sup>2</sup>. Des chiffres officiels ayant été communiqués régulièrement par les médias, beaucoup s'attendaient à une victoire d'Odinga, qui avait une avance de plusieurs centaines de milliers de voix dès le second jour du décompte. Manquaient pourtant encore les voix de la Province centrale et de la North-Eastern Province, favorables à Kibaki. Surtout, des manipulations de dernière minute ont tout fait basculer<sup>3</sup>. Très vite après l'annonce des résultats, Nairobi s'est embrasé, et en particulier les bidonvilles ralliés à Odinga, ainsi que plusieurs villes importantes de la Rift Valley (Eldoret), du Nyanza (Kisumu) et de la Coast Province (Mombasa)<sup>4</sup>. Après plusieurs jours de tempête, un premier pic étant atteint le 3 janvier 2008, on comptait des centaines de morts et plusieurs dizaines de milliers de déplacés<sup>5</sup>. Ces violences ont paralysé l'économie du pays<sup>6</sup> et ravivé des tensions ethniques plus ou moins en sommeil.

Le trucage des élections par le gouvernement semble avéré, et les mécanismes de manipulation ont été variés<sup>7</sup>. Dans de moindres proportions, l'ODM aussi semble avoir fraudé. Il reste que la vindicte populaire s'est amplifiée à mesure que les indices de manipulation s'accumulaient, dénoncés par l'ODM, mais aussi par les observateurs de l'Union européenne et du Commonwealth, puis par des ONG locales et même par certains membres de l'ECK<sup>8</sup>.

Les informations et les rumeurs sur la fraude ont donc mis le feu aux poudres<sup>9</sup>. Plus que l'appartenance ethnique du fraudeur supposé, c'est le dégoût envers sa stratégie politicienne qui a encouragé les émeutes. Si les troubles ont eu pour point de départ un conflit politique (que l'on pourrait qualifier de « coup d'État civil »), ils ont pris dans les premiers jours la forme d'une révolte sociale. Beaucoup de manifestants étaient de jeunes chômeurs qui considéraient Odinga comme le seul candidat à leur écoute – et tous n'étaient pas Luo, comme le souligne plus loin Anne Cussac. Les deux centres

1. Les Kikuyu représentent environ 22 % de la population, les Luhya 14 %, les Luo 13 %, les Kalenjin 12 % et les Kamba 11 %. Le Kenya compte plus de quarante ethnies, dont certaines sont intégrées dans de plus grands groupes : par exemple, les Kalenjin se sont formés dans les années 1940 pour agréger plusieurs ethnies (Kipsigi, Nandi, Tugen, Keiyo, Marakwet en particulier) et standardiser un dialecte commun, nandi à l'origine.

2. Selon l'ECK, Kibaki (Party of National Unity, PNU) a remporté l'élection avec 4 584 721 voix (46 %), contre 4 352 903 (44 %) pour Odinga (Orange Democratic Movement, ODM) et 879 903 (9 %) pour le candidat Kalonzo Musyoka (ODM-Kenya, ODM-K). La participation a été estimée à environ 69 %. Dans le même temps, les Kenyans élisaient leurs parlementaires : l'ODM (99 sièges) a largement devancé le PNU (43 sièges), l'ODM-K (16 sièges) et la Kenyan African National Union (Kanu), l'ancien parti unique, qui a confirmé son déclin (14 sièges).

3. Pour la cartographie électorale, voir l'article de Bernard Calas dans ce dossier.

4. En réalité, les premières émeutes ont eu lieu dès le 29 décembre (à Kisumu, Kericho et dans le bidonville de Kibera à Nairobi), engagées par des jeunes exaspérés par les atermoiements de l'ECK.

5. En février 2008, les déplacés étaient selon les estimations entre 200 000 et 250 000. Le comptage est difficile, puisqu'il n'existe pas de camp de déplacés à proprement parler : les refuges sont aussi variés que volatiles et les déplacés ont beaucoup bougé.

6. Outre qu'il tire une part importante de ses ressources du tourisme, dont la saison est d'ores et déjà gâchée, le Kenya est un pôle régional de distribution (pétrole, nourriture). L'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ont ainsi connu des pénuries. Pour un premier bilan, voir R. Porhel, « Les conséquences économiques de la crise politique », *Les Cahiers de l'Afrique de l'Est* (Nairobi, Ifra), n° 37, 2008, p. 51-80.

7. Ont été évoqués les achats des votes pendant la campagne, les intimidations lors du scrutin, des votants plus nombreux que les inscrits, le vote de personnes décédées, des vols et trafics d'urnes (le sceau gouvernemental parfois remplacé par du sparadrap...), l'inversion des bulletins, l'absence de signatures des agents électoraux, l'envoi de photocopies en lieu et place d'originaux, et enfin la réécriture des résultats lors des décomptes finaux.

8. European Union Elections Observation Mission, « Preliminary statement : doubts about the credibility of the presidential results hamper Kenya's democratic progress », 1<sup>er</sup> janvier 2008 ; Commonwealth Secretariat, « Kenya general election, 27 December 2007 : the report of the Commonwealth Observer Group », janvier 2008 ; Kenya Elections Domestic Observation Forum, « Preliminary statement and verdict of the 2007 Kenya's general elections », 31 décembre 2007 ; East African Community Observer Mission, « Report on the Kenya general elections, December 2007 », janvier 2008.

9. Le téléphone portable a été essentiel pour la propagation de rumeurs (par SMS). L'opposition comme le pouvoir s'en sont servi à outrance dans les semaines entourant le scrutin.



de ces démonstrations ont été Kisumu, dans la province du Nyanza, et le bidonville de Kibera à Nairobi, des bastions ODM. Mais aux combats entre émeutiers et forces de l'ordre se sont vite ajoutés des affrontements entre bandes ethniques (Kikuyu contre Luo, Kalenjin contre Kikuyu...). À Nairobi, les bidonvilles de Kibera, Mathare, Kawangware, Korogocho, Dandora, Huruma et Kariobangi ont vécu sous l'empire de raids meurtriers pendant plusieurs jours. D'abord ciblées d'un point de vue ethnique, ces attaques ont ensuite abouti à des destructions aveugles. Les protestations se sont criminalisées, des gangs profitant de la crise pour piller et violer.

À partir de janvier 2008, les violences ont atteint la Rift Valley, dans les zones d'Eldoret et Kericho, puis à Navaisha et Nakuru. Au cours des affrontements interethniques, outre les destructions de biens mobiliers et immobiliers et les assassinats, il y a eu une claire volonté de répandre la terreur, en choisissant des cibles faibles (femmes enceintes, enfants et nouveau-nés, handicapés). L'usage de machettes, couteaux ou barres de fer, le recours à l'immolation et aux viols, ont été autant de moyens cruels de rappeler aux communautés « ennemies » que tout était possible<sup>10</sup>. L'intervention de la milice Mungiki a sans doute encore davantage excité les esprits, tant ce groupe est connu pour son extrême violence – ce qui a pu encourager, par effet retour, des exactions comparables chez ses adversaires<sup>11</sup>.

Plusieurs dynamiques de violence se sont donc articulées : la répression policière contre les sympathisants de l'ODM, puis contre les bandes de pillards, le *shoot to kill* prévalant<sup>12</sup>; les actions de milices agissant sur ordre politique (les Mungiki, mais aussi des milices kalenjin, luo et, à un degré moindre, kisii); les opérations de groupes d'autodéfense *ad hoc* formés au plus fort des troubles sur des critères ethniques; les exactions de bandes de voyous se faisant parfois passer pour des milices ou groupes d'autodéfense; et les règlements de compte personnels de groupes ou d'individus profitant de la situation pour s'appropriier ou détruire un commerce concurrent, ou se venger d'un locataire ou d'un propriétaire<sup>13</sup>. La confusion a donc été réelle, y compris dans l'ouest du pays, favorable à Odinga, où de vieux conflits ont refait surface, comme par exemple dans la Rift Valley ou la région du Mont Elgon<sup>14</sup>. Les violences ont été souvent le fait d'adolescents ou de jeunes hommes. Pour cette classe d'âge, il s'agissait aussi de défier les normes traditionnelles, en remettant en cause la capacité politique des anciens de leurs communautés respectives. C'est surtout à eux qu'est due la pratique du blocage des routes et du harcèlement des automobilistes, inédits à cette échelle.

Les violences les plus impressionnantes ont touché les grands centres urbains. Mais les zones rurales n'ont pas été épargnées<sup>15</sup>. En parallèle aux déplacements de population, notables dans les zones d'Eldoret, de la Burnt

Forest, à la frontière ougandaise, à Narok, les vols de bétail se sont multipliés. Là où ils apparaissent d'ordinaire après la saison sèche, à partir de la mi-mars, lorsque les communautés pastorales doivent « refaire leurs stocks », ces actes sont intervenus bien plus tôt : dès janvier et février, des attaques ont eu lieu à Lokwamosing (Eastern Province), Lamuria, Rumuruti, Samburu (Central Province), Cherangany, Naivasha, Koibatek (Rift Valley), qui ont occasionné la mort de dizaines de personnes et le vol de centaines de têtes de bétail<sup>16</sup>. Si on peut voir en eux une délinquance d'opportunisme, il semblerait qu'ils se soient transformés dès la fin février : s'adossant à des rivalités foncières et régionales beaucoup plus profondes, ils montrent que les communautés impliquées (Samburu, Pokot, Masai, Kikuyu entre autres) poursuivent des desseins stratégiques sur le moyen terme.

10. L'incendie d'une église à Eldoret, au cours duquel des dizaines de personnes ont péri au début janvier 2008, a été l'un des incidents les plus médiatisés. Des journalistes ont publié les témoignages de survivants évoquant des mutilations, des défenestrations... Mais nombre d'actes de violence extrême, attestés par ailleurs, n'ont pas été médiatisés, notamment ceux qui se sont déroulés dans les bidonvilles de Nairobi. Les premiers rapports circonstanciés sont parus en février. Voir Kenya Human Rights Institute, *Civil Society Responses to the Kenyan Crisis*, Nairobi, février 2008, qui distingue les violences spontanées, l'action des milices, la violence de genre, les représailles et la violence opportuniste ; le rapport revient aussi sur les menaces proférées par certains groupes, par exemple le Thagicu People's Redemption Movement, dont les deux cibles principales étaient les « traîtres » à la communauté kikuyu et les défenseurs des droits de l'homme. On peut aussi y ajouter les menaces « anonymes » enjoignant aux membres de certaines ethnies de quitter leur habitation. Au cours de la campagne et dans les semaines suivantes, des radios en langue vernaculaire (Kass FM pour les Kalenjin ; Inooro, Kamene et Coro pour les Kikuyu) ont diffusé des programmes incitant au chauvinisme ethnique.

11. Milice kikuyu formée en 1987, Mungiki est aujourd'hui la plus structurée du pays, et réunirait 600 000 membres, qui poursuivent cependant des buts différents. Engagés dans des opérations commanditées politiquement et dans des diverses affaires économiques (contrôle de marchés officiels ou occultes), beaucoup de Mungiki sont aussi « à disposition ». Ils subissent un rituel d'intronisation kikuyu qui donne à leur appartenance un fondement religieux. Voir les références citées par Anne Cussac.

12. L'attitude de la police a aussi pu être orientée ethniquement : des témoignages signalent ainsi la passivité de policiers kikuyu devant des agressions de Luo (et symétriquement).

13. Ceci est valable surtout dans les bidonvilles. Voir M.-A. Goux, « Guerre des loyers dans les bidonvilles de Nairobi », *Politique africaine*, n° 91, octobre 2003, p. 68-82.

14. Sur ces situations régionales, voir les textes de Claire Médard et Anne Cussac dans ce dossier.

15. Voir les cartes réalisées à ce sujet par Bernard Calas dans les pages suivantes.

16. Voir par exemple, en dernière date, « Four killed in clash », *The Standard*, 26 février 2008.



Les responsables politiques se sont mutuellement rejeté la responsabilité des violences, en employant des expressions au fort pouvoir symbolique comme « génocide » et « nettoyage ethnique » – sans doute s’agissait-il d’attirer l’attention de la communauté internationale, encore traumatisée par ses défaillances lors du génocide de 1994 au Rwanda.

---

#### CONFUSIONS : ETHNICITÉ, TRIBALISME, RÉGIONALISME

À maints égards, la démocratisation du Kenya a été spectaculaire et rapide. Si le retour du multipartisme n’a pas immédiatement abouti à une alternance politique, la parole politique s’est en revanche vite libérée : l’expression publique a été tolérée, parfois encouragée, sans risques de harcèlement par les forces de sécurité. Mais cette liberté est fragile, comme en témoignent les intimidations subies par des responsables d’organisations de droits de l’homme au cours du mois de janvier 2008.

Les élections de 2002 avaient amené, avec la victoire de Kibaki, l’alternance politique<sup>17</sup>. Par l’espoir qu’elles ont suscité, ces élections ont masqué de nombreuses carences démocratiques, tandis que promesses non tenues, défaillances politiques et affaires de corruption ont rythmé le premier mandat de Kibaki. Surtout, le gouvernement s’est avéré incapable (ou peu désireux) de prendre à bras-le-corps les problèmes centraux du pays, comme la répartition équitable des terres ou le chômage des jeunes. De fait, la violence des rapports sociaux et politiques s’est rappelée au mauvais souvenir de la population, mobilisant les thèmes contigus de l’ethnicité, du tribalisme, de la question foncière et du *majimbo*<sup>18</sup>.

Le débat politique au Kenya est constamment ethnicisé depuis l’indépendance. Mais les troubles ne s’expliquent pas si simplement, en référence à d’anciennes rivalités « tribales » ou à des calculs politiques cyniques, comme le rappelle John Lonsdale<sup>19</sup>. Nombre de malentendus actuels proviennent des relations ambiguës entre colons anglais et Kikuyu. Ces derniers ont été parmi les premières victimes de la colonisation, mais aussi parmi les premiers bénéficiaires. Dans les années 1950, le mouvement de révolte kikuyu Mau Mau et ses appropriations multiples ont conduit à considérer les Kikuyu comme les porteurs du nationalisme anticolonial, reléguant au second plan les efforts d’émancipation des autres groupes ethniques<sup>20</sup>. Traverse également l’histoire du Kenya une « ethnicité morale », d’abord présente au sein de petits groupes dès le XIX<sup>e</sup> siècle, puis renforcée pendant la colonisation dans des communautés plus vastes : il s’agit là d’un système de régulation interne à chaque groupe, construit sur les notions d’honneur, de patronage, de génération, de genre, de pauvreté, de richesse, de propriété<sup>21</sup>. Ainsi, « lorsqu’au

Kenya les élites vont trop loin, leur faute est interprétée en bas, pour l'essentiel, comme un excès de tribalisme [...] politique avide, qui offense les économies morales imaginées du patronage ethnique dans le rapport fondé sur la production<sup>22</sup>. » Or, dès l'accession au pouvoir de Jomo Kenyatta, à l'indépendance, les acteurs politiques ont recouru à un patrimonialisme exacerbé, ont instrumentalisé des segments de l'administration (autorités provinciales ou de district, police), ont détourné les ressources publiques pour rétribuer leurs partenaires et financer leurs campagnes électorales, ont organisé des opérations de « déguerpissement » et, sous Daniel arap Moi, des assassinats ethniques, ainsi que des détournements fonciers.

Ces usages, ainsi que la propension du pouvoir à instrumentaliser les ethnicités, ont donné corps à ces communautés imaginées, qui se sont cristallisées et ont développé des réflexes de protection en temps de crise. Ainsi, au plus fort des troubles au début 2008, nombre de Kenyans se sont repliés dans le cocon ethnique, jugé plus rassurant – constitution de groupes de défense ethniques, refus d'adresser la parole aux « ennemis ». Reste à savoir comment seront négociées les tensions internes à chaque groupe ethnique, en particulier au sein des Kikuyu, des Kalenjin et des Luo. Autre élément central, le sentiment anti-kikuyu s'est fortement exacerbé : les Kikuyu sont accusés d'avoir phagocyté l'appareil d'État et noyauté l'économie, de contrôler les entreprises parapubliques et de s'être approprié beaucoup de terre. Les fantasmes sont nombreux à leur propos, et la communauté kikuyu mobilise en miroir ses propres peurs, craignant d'être exterminée si ses représentants ne restent pas au pouvoir.

17. Sur cette période, voir les dossiers « Le Kenya. Le contrat social à l'abandon » et « Le Kenya après Moi » réalisés par *Politique africaine*, respectivement n° 70, juin 1998 et n° 90, juin 2003.

18. Le *majimbo* désigne à l'origine un système fédéral permettant à chaque région de disposer de son propre gouvernement. Envisagé à l'indépendance, il a été délaissé. Mais l'idée a gagné en vigueur dans les moments de crise, comme dans les années 1990 ou lors de la campagne électorale de 2007, puisque le candidat Odinga a évoqué sa probable mise en œuvre au cas où il serait élu.

19. J. Lonsdale, « Kenya : ethnicity, tribe, and state », 17 janvier 2008, sur <[www.opendemocracy.net](http://www.opendemocracy.net)>.

20. Les débats au Kenya et en Grande-Bretagne sur la portée du mouvement Mau Mau sont loin d'être clos. Voir, parmi la très riche bibliographie, M.-E. Pommerolle, « Une mémoire vive : débats historiques et judiciaires sur la violence coloniale au Kenya », *Politique africaine*, juin 2006, n° 102, p. 85-100.

21. Voir J. Lonsdale, « Ethnicité morale et tribalisme politique », *Politique africaine*, n° 61, mars 1996, p. 98-115, et « Moral and Political Argument in Kenya », in B. Berman, D. Eyoh et W. Kymlicka (dir), *Ethnicity and Democracy in Africa*, Oxford, James Currey, Athens, Ohio University Press, 2004, p. 73-95.

22. J. Lonsdale, « Le cas kényan : un débat moral et politique », *Politique africaine*, n° 90, juin 2003, p. 19.



Les violences de janvier et février 2008 dans la Rift Valley résultent largement de stratégies politiques anciennes. Sous la colonisation, les Nandi et les Kipsigi avaient été déplacés de force pour permettre l'installation de colons blancs. À l'indépendance, Kenyatta a remplacé ces derniers par des Kikuyu, qu'il a fait venir par dizaines de milliers. Il a nommé vice-président Moi, un Tugen, chargé de faire une place aux leaders nandi à condition qu'ils acceptent l'arrangement dont leur groupe était victime – ceux qui s'y refusaient y ont parfois laissé la vie, dans des assassinats politiques maquillés en accidents. Arrivé au pouvoir en 1978<sup>23</sup>, Moi a cherché à construire un nouvel ordre ethno-territorial, associant étroitement communauté ethnique et région administrative, afin de créer des domaines fonciers et électoraux aisément identifiables<sup>24</sup>. En 1992, à l'approche de la première élection multipartite, le gouvernement a organisé des violences destinées à déplacer des populations kikuyu : s'il s'agissait officiellement de rendre des terres à leurs détenteurs d'origine, le gouvernement voulait en réalité empêcher les électeurs kikuyu de voter. La résistance de ces derniers contraignit Moi à déclarer l'état d'urgence. Quelques années plus tard, en 1996 et 1997, pour ne pas renouveler cette expérience aux résultats mitigés, les responsables locaux du nord de la Rift Valley aidèrent de nombreux Kipsigi à s'installer sur des terres sans pour autant déloger les Kikuyu qui y étaient restés, en lotissant des forêts et des terres gouvernementales. Au plus haut sommet de l'État, on s'occupa de redessiner les circonscriptions pour qu'elles se conforment aux nouvelles installations. Ces manipulations provoquèrent de nouvelles tensions, la mort de centaines de personnes et le déplacement de dizaines de milliers d'autres, avec, déjà, l'intervention de milices kalenjin qui semèrent le trouble aux côtés des forces de police. Puis, en 2003, le gouvernement Kibaki expulsa des milliers de fermiers kalenjin installés « illégalement » dans le district de Molo, épice de conflits depuis plus de dix ans. Aussi, les affrontements interethniques dans la Valley font intervenir des dynamiques complexes, parfois contradictoires : la pauvreté, le désir de posséder légalement une terre, les rivalités ethniques et la réaction à l'insensibilité du pouvoir devant les désordres immenses qu'il a contribué à créer.

Pour comprendre le Kenya politique, la dimension foncière est décisive : en dépit d'une urbanisation significative, plus de 70 % de la population vit en zone rurale. Aussi, « l'économie politique agraire et les disparités régionales informent de façon déterminante les rivalités politiques. Celles-ci nourrissent des luttes pour le contrôle des moyens de faire fructifier la terre, un attribut fondamental de toute ascension sociale, et, dans les zones les plus fertiles, un moyen performant d'accumulation primitive<sup>25</sup> ». La forte poussée démographique aggrave encore la compétition foncière, en particulier dans les régions les plus humides, très attractives (Provinces centrales et de l'Ouest).

La question foncière envenime les relations sociales, politiques et économiques depuis la colonisation. En 2004, le rapport Ndungu a fait le point sur les inégalités, les spoliations, les malversations et la corruption dans l'attribution des terres sous les régimes Kenyatta et Moi, mettant en cause d'anciens ministres et parlementaires, des juges, des officiers et d'autres fonctionnaires<sup>26</sup>. La distribution des terres est très politisée et le pouvoir central comme les administrations provinciales ne cessent d'en transformer les principes – les mécanismes juridiques relatifs à la terre sont maintenant d'une rare complexité, et les passe-droits nombreux<sup>27</sup>. Le rapport Ndungu, qui a fait état de documents falsifiés, de paiements excessifs et de l'existence de titres frauduleux de propriété, a souligné l'interventionnisme présidentiel en la matière, notamment en ce qui concerne le déclassement de terres urbaines inaliénables. Sans surprise, les manipulations foncières les plus importantes datent des phases électorales de 1992, 1997 et 2002 – elles servaient alors de récompenses politiques dans un système de patronage classique. Mais elles ont aussi favorisé la corruption la plus classique : pour récupérer des fonds, des entreprises et des administrations s'échangent des terrains énormes,

23. À partir du milieu des années 1970, plusieurs rapports ont mis en lumière l'utilisation des ressources de l'État au bénéfice de la Province centrale (kikuyu). Des parlementaires ont réclamé une meilleure distribution foncière ainsi qu'un changement de politique économique, mais ils ont été réprimés, voire assassinés. À la mort de Kenyatta en 1978, son vice-président, Daniel arap Moi parvint à jouer des divisions au sein des élites kikuyu pour triompher des résistances à sa prise de pouvoir, pourtant prévue dans l'ordre constitutionnel; Kibaki, alors ministre des Finances, lui avait apporté son soutien. Voir J. Widner, *From « Harambee » to « Nyayo ! »*. *The Rise of a Party-State in Kenya*, Berkeley, University of California Press, 1992.

24. Sur ces processus et leurs conséquences, voir J. Klopp, « Can moral ethnicity trump political liberalism? The struggle for land and nation in Kenya », *African Studies*, vol. 61, n° 2, 2002, p. 269-294; C. Médard, « Les conflits "ethniques" au Kenya : une question de votes ou de terres ? », *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996, p. 62-74, et « Dispositifs électoraux et violences ethniques : réflexions sur quelques stratégies territoriales du régime kényan », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, p. 62-74.

25. F. Grignon, « La démocratisation au risque du débat? Territoires de la critique et imaginaires politiques au Kenya (1990-1995) », in D.-C. Martin (dir), *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala, Nairobi, Ifra, 1998, p. 32.

26. P. Ndungu, *Report of the Commission of Inquiry into the Illegal/Irregular Allocation of Public*, Nairobi, Government Printer, décembre 2004. Voir aussi R. Southall, « The Ndungu Report. Land and graft in Kenya », *Review of African Political Economy*, vol. 32, n° 103, 2005, p. 142-151. La commission, composée de spécialistes choisis dans les ministères concernés, a été nommée par Kibaki en juin 2003.

27. Il existe trois types de terre : les terres gouvernementales (anciennes *crown lands*), les terres sous régime communautaire (*trust lands*, revenant aux différentes ethnies, mais gérées par les administrations provinciales) et les terres privées.



sans que ces sols soient mis en valeur ; de même, des espaces protégés sont redistribués en toute impunité<sup>28</sup>.

L'attention du public s'est focalisée en toute logique sur les inégalités communautaires, en particulier sur les restructurations foncières dont les Kikuyu ont bénéficié sous Kenyatta et sur celles dont ont profité d'autres groupes, au premier rang desquels les Kalenjin, sous Moi. On peut ainsi noter la formation de certaines alliances à l'ombre des rivalités ethniques, comme le Forum for the Restoration of Democracy (Ford), créé au début des années 1990 pour protéger les Kikuyu, les Luo et les Luhya des agissements de Moi. Ce dernier n'assurait leur maintien dans la Rift Valley qu'à ceux qui lui faisaient allégeance et, tout en acceptant l'introduction du multipartisme, il a mis tout en œuvre pour montrer que ce système ne pouvait qu'engendrer le désordre. Dans ce cadre, le retour actuel de la question du *majimbo* – cette forme de redistribution régionale des pouvoirs que discute dans le présent dossier A. Cussac –, ne pouvait qu'envenimer la campagne de 2007.

---

#### DÉLITEMENTS : DES STRATÉGIES POLITIQUES DÉFAILLANTES

Après les élections de 2002, un certain nombre de trahisons et de défaillances ont entamé la crédibilité du régime Kibaki. La National Rainbow Coalition (Narc), qui l'a conduit au pouvoir, reprochait à son prédécesseur Moi d'avoir ethnicisé l'État et appauvri les Kenyans, en autorisant les violences intra et inter-ethniques et laissant se développer l'insécurité. Pour l'opposition, la meilleure réponse à cette crise était de former une structure interethnique, et la Narc avait convenu d'un partage des postes entre les leaders des six principales ethnies, Kibaki (Kikuyu), Odinga (Luo), Charity Ngilu (Kamba), George Saitoti (Masai/Kikuyu), Kipruto arap Kirwa (Kalenjin), Wamalwa Kijana (Luhya), et Musyoka (Kamba). Pourtant, assez vite après la victoire de Kibaki, il devint évident que les réseaux kikuyu cherchaient à consolider un pouvoir enfin récupéré. L'accord de partage interethnique du pouvoir fut délaissé et la réforme constitutionnelle qui devait conduire à la création d'un poste de Premier ministre fut sans cesse ajournée, avant d'être confiée à une commission participative dont les recommandations ne furent même pas suivies<sup>29</sup>. La Narc a alors explosé, donnant naissance à de nouveaux partis et en laissant réapparaître d'autres. Ainsi, après une brève période d'ouverture, le jeu politique s'est à nouveau construit en fonction d'un imaginaire partagé : la protection des intérêts d'un groupe ethnique contre ses « ennemis », par le rappel des origines, des destinées et de responsabilités sociales communes.

Créé en 2005 à l'occasion de la campagne référendaire sur la révision constitutionnelle, l'ODM a rassemblé les déçus de la Narc, issus de différentes

communautés ethniques : si Musyoka a créé sa propre structure, le Luo Odinga a su rassembler autour de lui des leaders kalenjin, luhya, kamba, mbeere et arabes. Le secret espoir de Kibaki de voir se créer autant de partis que de mécontents de la Narc a ainsi donc été déçu.

Au-delà des logiques de réseaux, l'État kényan s'est montré incapable de définir des formes alternatives de gestion et de résolution des conflits, et impuissant à répondre aux crises. Il a montré son inefficacité à rendre le sentiment d'appartenance nationale assez fort pour dépasser les clivages ethniques, ce qui a conduit à une crise identitaire et à une sorte de schizophrénie politique : tandis que les élites en appellent dans leurs discours à l'identité nationale, elles utilisent en réalité leurs positions pour entretenir leur base ethnique. Une crise de la participation politique est par ailleurs en germe : la prolifération des partis n'aide pas à la transparence et les fraudes électorales risquent d'encourager la désaffection des électeurs. Mais surtout, en dehors des péripéties déjà évoquées, la crise des institutions revêt d'autres aspects troublants. D'abord en raison de l'opacité du système politique, la pénétration sociale et économique de l'État est faible, et contribue au gel de nombreuses communautés dans leur espace ethnique. Ensuite, les capacités de contrôle des instruments de la violence par l'État « officiel » se sont affaiblies : on peut se demander jusqu'à quel point certains segments de l'État kényan sont tombés sous le joug des milices, de plus en plus difficilement tenues par les responsables politiques.

Les manipulations électorales et la faiblesse (ou la mauvaise volonté) de l'État à canaliser les violences ont en effet encouragé les milices. Des groupes comme Mungiki et Chinkororo (kisii), jamais démantelés, et d'autres plus ou moins éphémères, reformés ou réhabilités, comme Kamjesh, les Talibans, les Bagdad Boys (toutes luo), ainsi que des milices kalenjin soutenues par des hommes d'affaires et des personnalités politiques kalenjin de la Rift Valley, le People's Liberation Army et le Group of 41 (sous-entendu les 41 ethnies autres que les Kikuyu)<sup>30</sup>, ont depuis longtemps supplanté les groupes de jeunes autrefois

---

28. P. Ndungu, *Report of the Commission...*, *op. cit.*; P. M. Syagga, « Land ownership and uses in Kenya : policy prescriptions from an inequality perspective », in *Society for International Development (SID), Readings on Inequality in Kenya. Sectoral Dynamics and Perspectives*, Nairobi, SID East Africa, 2006, p. 289-344.

29. Sur la réforme constitutionnelle et le référendum défavorable au gouvernement, voir H. Charton et C. Médard (dir), *Annuaire de l'Afrique orientale 2005*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 59-128.

30. Irin, « Kenya : armed and dangerous », 22 février 2008. Ce dernier groupe en particulier serait bien organisé, sans doute par d'anciens militaires. On pourrait citer d'autres milices, comme le Mulungunipa Forest Group (côte sud, vers Kwale), les Kosovo Boys (milice luhya et luo basée à Kibera), ou encore la Sabaot Land Defence Force (SLDF), évoquée plus loin par Claire Médard.



activés par les partis politiques lors des échéances électorales<sup>31</sup>. Mais à présent, certains groupes échappent à leurs créateurs<sup>32</sup>. L'exemple de Mungiki est des plus édifiants. Ses membres ont été actifs en début d'année dans la Province centrale, dans la Rift Valley et à Nairobi, avec un mot d'ordre clair : « le temps de la revanche est arrivé<sup>33</sup> ». Ils sont aussi responsables des troubles de la fin janvier à Navaisha, Nakuru, Thika et Ruiru. Mais il semblerait que ce groupe, discrètement soutenu par des personnalités politiques kikuyu de premier plan et très hiérarchisé, soit divisé. Ceux des Mungiki qui ont été payés par des politiciens proches de la présidence pour semer le désordre sont considérés comme des renégats par d'autres, plus soucieux de problèmes centraux, comme celui de la terre. Enfin, au jeu du chat et de la souris avec le pouvoir, qui tantôt l'utilise et tantôt la réprime, il n'est pas sûr que la milice soit perdante. Mungiki a recruté massivement au cours des événements, et plusieurs milliers de membres ont manifesté en plein centre-ville de Nairobi pour réclamer la libération d'un de leurs principaux chefs, comme pour montrer qu'ils savaient se rendre aussi visibles qu'invisibles<sup>34</sup>.

Le risque est fort de voir plusieurs de ces milices s'armer lourdement. Ainsi, si le Group of 41 utilisait récemment encore des machettes et des flèches, les Mungiki ont pour leur part des armes à feu. La criminalisation de la protestation, avec des « casseurs » s'infiltrant parmi les manifestants, et la militarisation de la société s'épanouissent dans les espaces laissés vacants par l'État. Ceux qui en pâtissent le plus sont les franges les plus défavorisées de la population, du prolétariat urbain aux dépossédés ruraux. C'est dans ces catégories de population qu'officient les « sergents recruteurs » des milices (*jeshi*, les « armées » en kiswahili), qui trouvent dans les jeunes exclus (des ressources foncières, du système éducatif) des proies consentantes. Car si les programmes de scolarisation gratuite mis en place par le gouvernement Kibaki ont permis l'accès à l'école de centaines de milliers de jeunes, la pauvreté ne recule pas. L'une des questions cruciales reste l'emploi des jeunes qui, diplômés, expérimentent le déclassement professionnel, ou, non instruits, connaissent le chômage.

---

#### INCERTITUDES : UNE PACIFICATION DE FAÇADE ?

Les négociations pour la résolution de la crise ont commencé tôt et auraient pu aboutir dès le 10 janvier. Mais la signature du mémorandum intitulé « Principles of Agreement » par Kibaki et Odinga, en présence de John Kufuor, médiateur de l'Union africaine, d'Adam Wood, haut-commissaire britannique, et des ambassadeurs américain et français (M. Ranneberger et E. Barbier), n'a pas eu lieu : au dernier moment, les irréductibles du PNU de Kibaki l'ont

pressé de s'y soustraire<sup>35</sup>. Aussi, les débats se sont durcis, et la sortie de crise s'est éloignée à mesure que les troubles se diffusaient dans le pays. L'arrivée de Koffi Annan au Kenya le 22 janvier et le début de nouvelles négociations le 28 janvier ont permis quelques avancées. Chaque camp a nommé une commission restreinte, combinant durs et modérés<sup>36</sup>. Au 23 février, le principe de la création d'un poste de Premier ministre représentant la majorité parlementaire et l'attribution d'une dizaine de postes de ministres à l'ODM ont été entérinés et, après plusieurs jours de tergiversations, un accord a été signé le 28 février.

Jusque-là, Kibaki et ses partisans, le temps jouant en leur faveur, avaient multiplié les manœuvres dilatoires tout en envoyant les signes d'un renforcement autoritaire. La nomination d'un gouvernement partiel le jour même de l'arrivée de John Kufuor, le 8 janvier, en avait été le premier indice, confirmé par la présence de personnalités aussi controversées que Saitori, John Michuki ou Martha Karua. Surtout, le choix de Musyoka, arrivé troisième dans la course présidentielle, au poste de vice-président montre bien que Kibaki souhaitait verrouiller le jeu gouvernemental, ne laissant que des miettes ministérielles à d'éventuels candidats de l'ODM.

Dans ces conditions, la médiation internationale était ardue. Kibaki ne s'est d'ailleurs pas privé de dire qu'elle était sinon offensante, du moins inutile puisque, selon lui, la situation était maîtrisée et qu'aucune illégalité n'était manifeste. L'impression d'indécision et de tension qui a caractérisé le processus de résolution de la crise a été renforcée par les atermoiements de certains interlocuteurs, américains notamment<sup>37</sup>, par le désordre ou les

---

31. H. Maupeu, « Vie et mort d'un groupe de pression électoral. L'exemple de Youth for Kanu' 92 », *L'Afrique orientale 2000*, Paris, L'Harmattan, Pau, Crepao, Nairobi, Ifra, 2000, p. 395-421.

32. Il y a encore peu d'études comparatives sur ces milices. Citons toutefois D. Anderson, « Vigilantes, violence and the politics of public order in Kenya », *African Affairs*, n° 101, 2002, p. 531-555.

33. Cité par International Crisis Group (ICG), *Kenya in Crisis*, Africa Report n° 137, 21 février 2008, p. 14.

34. « Mungiki demo takes city by surprise », *Daily Nation*, 6 mars 2008.

35. ICG, *Kenya in Crisis*, op. cit., p. 21-22.

36. Les ministres Karua et Ongeru et le parlementaire ODM-K Kilonzo pour le compte du gouvernement, et les parlementaires Mudavadi, Ruto, Kosgei et Orengo pour l'ODM.

37. Les États-Unis ont estimé le lendemain de la proclamation des résultats que les élections avaient été libres et justes. Deux jours après, ils sont revenus sur leur position, et Jendayi Frazer, chargée des Affaires africaines, est venue à Nairobi comme médiatrice. Depuis, les interventions américaines ont oscillé entre fermeté et modération, et la visite de Condoleezza Rice au Kenya le 17 février a marqué une volonté de pacification des débats – peut-être faut-il noter qu'à la même époque (16-23 février), George W. Bush était en Tanzanie, pour parler notamment de l'installation d'Africom, une base militaire américaine que la côte est-africaine pourrait accueillir.



ajournements répétés dans l'arrivée des médiateurs et des intermédiaires<sup>38</sup>, par l'attitude du gouvernement<sup>39</sup>, ou encore par des assassinats de parlementaires ODM<sup>40</sup>. Mais aussi les rapports de force sont complexes : chaque camp compte ses irréductibles dont les limites ne sont pas connues, et qui sont en conflit non seulement avec leurs adversaires directs, mais encore parfois avec leurs propres alliés, plus modérés<sup>41</sup>. Au-delà du cercle politique, les milieux d'affaires sont inquiets et demandent aux leaders politiques de faire cesser la crise rapidement ; ils ont d'ailleurs participé aux toutes premières négociations. Les objectifs économiques du gouvernement Kibaki 2007 étaient extrêmement ambitieux : croissance de 10 % à court terme et accession au statut de pays à revenu intermédiaire (PRI) en 2030. Or, les événements du début 2008 ont bloqué l'économie et laissent planer des doutes sur une reprise rapide, surtout que plusieurs bailleurs de fonds pourraient être conduits à reconsidérer leur aide<sup>42</sup>.

Malgré la dureté de la crise, quelques signes encourageants existent. Les élections parlementaires ont vu une victoire saisissante de l'ODM, dont certains candidats inconnus ont balayé de vieux caciques du pouvoir. Un grand nombre de ministres ont perdu leurs sièges, et la quasi-totalité de l'état-major de campagne de Kibaki a été rejeté du pouvoir par les urnes. Lors de la session d'ouverture du Parlement, le 15 janvier, le candidat de l'ODM, Kenneth Marende, a été élu au troisième tour de scrutin par 105 voix (contre 101 pour le candidat du PNU), alors que beaucoup craignaient que des députés de l'ODM soient approchés (c'est-à-dire achetés ou inquiétés) par des émissaires du PNU pour rejoindre ses rangs et ruiner les espoirs parlementaires de l'opposition. Enfin, la société civile est très présente dans le débat public, adoptant des positions aussi bien intransigeantes (demande du retrait de Kibaki<sup>43</sup>) que plus modérées (volonté de voir les cours de justice se substituer à la rue<sup>44</sup>), ce qui témoigne de son fonctionnement compétitif comme partisan<sup>45</sup>. Néanmoins, même si elle se trouve bien implantée et organisée, elle semble toujours incapable de fragiliser le pouvoir – de ce point de vue, la situation n'a guère évolué depuis dix ans<sup>46</sup>.

Le Kenya est dans l'œil du cyclone<sup>47</sup>. Bien que la vie à Nairobi ait repris son cours et que l'accord du 28 février 2008 laisse espérer l'apaisement politique, la situation reste instable. Avec les problèmes très immédiats que connaissent les déplacés, la poursuite des heurts à travers le pays, la difficulté à définir les aménagements constitutionnels nécessaires au partage du pouvoir, le défi de la paix est immense ■

Jérôme Lafargue

Institut français de recherche en Afrique (Ifra), Nairobi

Musambayi Katumanga

University of Nairobi

38. Désordre, car plusieurs anciens Présidents africains (Benjamin Mkapa, Ketumile Masire, Joaquim Chissano), ainsi que Graça Machel, l'épouse de Nelson Mandela, sont arrivés sans être « invités ». Seuls Machel et Mkapa ont été admis à participer aux négociations ; le président ougandais Museveni, qui s'est invité au moment où les rumeurs d'une présence de son armée dans l'ouest du Kenya s'amplifiaient, a été mieux accueilli par Kibaki (un appui militaire à ce dernier était une option pour l'Ouganda, qui souffrirait d'un enlèvement kényan). Ajournements, avec les venues retardées de John Kufuor et de Kofi Annan.

39. Au moment où Odinga appelait, le 18 janvier, à la fin des manifestations et à un changement de stratégie (par l'usage de sanctions contre les entreprises des membres du pouvoir), le gouvernement annonçait la formation d'une commission de médiation, dont les membres étaient proches de Kibaki ou très « situés » (chef de la délégation : Musyoka ; membres : Saitori, Karua, Uhuru Kenyatta, Amos Wako, l'Attorney General...). Cette commission n'a jamais siégé.

40. Mellitus Mugabe Webe, député d'Embakasi (Nairobi) a été abattu dans la nuit du 28 au 29 janvier ; David Kimutai Too, député d'Anamoi (près d'Eldoret), a été tué par un policier deux jours plus tard.

41. Certains comme Joseph Kamotho, Karua, Amos Kimunya, Michuki et Njenga Karume au PNU, et Balala et Ruto à l'ODM, ne craignent pas de jouer d'extrémisme. Dans son rapport précité, ICG évoque aussi deux Kikuyu, Joe Wanjui et Nathaniel Kang'ethe, qui contrôlent l'accès à Kibaki.

42. En 2007, le gouvernement kényan a adopté, avec les 17 principaux donateurs et des représentants de la société civile, une stratégie économique d'assistance, la Kenya Joint Assistance Strategy (KJAS), qui détermine trois pistes de financement (haute, médiane, basse) en fonction de la gouvernance – la piste basse entraînerait une réduction des aides budgétaires et sectorielles.

43. Le texte signé dans ce sens début 2008 par une trentaine d'ONG (dont la Law Society of Kenya et l'Institute of Education for Democracy), peut-être trop explosif, n'a pas été relayé par les médias.

44. P. Kagwanja, « Breaking Kenya's impasse. Chaos or courts? », *African Policy Institute*, Working paper, janvier 2008.

45. Voir Kenya Human Rights Institute, *Civil Society Responses...*, *op. cit.*, où sont évoqués les travaux de plusieurs groupes de la société civile (Amani Mashinani Initiative, Amani Focus, Africog) pour trouver des scénarios de sortie de crise.

46. H. Maupeu et J. Lafargue, « La société civile kényane : entre résilience et résistance », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, p. 61-73 ; D. Connan, « La "société civile" des droits de l'homme et les élections kényanes de 2007 : quête de légitimation politique et impuissance sociale », *Les Cahiers de l'Afrique de l'Est* (Nairobi), n° 37, 2008.

47. Le 25 janvier 2008, le lendemain de la poignée de main entre Kibaki et Odinga sous l'œil de Kofi Annan, les affrontements continuaient à Kibera et Mathare. Tout au long du mois de février, des violences ont rythmé la vie de certains bidonvilles, et l'ouest du pays a vécu dans l'incertitude, des bandes bloquant les routes menant à Narok, Naivasha, Nakuru, Eldoret ou Kericho.